

Définitions

Population

Les résultats du recensement de la population de 2008 et de 2013 sont issus des enquêtes annuelles de recensement réalisées de 2006 à 2015.

En effet, le recensement repose sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans, soit de 2006 à 2010 pour les résultats de l'année 2008 et de 2011 à 2015 pour ceux de l'année 2013. Sur cette période, l'ensemble des habitants des communes de moins de 10 000 habitants et 40 % des logements des communes de 10 000 habitants ou plus sont enquêtés.

L'exploitation statistique des données recueillies auprès de ces personnes permet de décrire la population et les logements.

Cette exploitation s'effectue en deux temps :

- en décembre 2015 ont été publiées les populations légales au 1^{er} janvier 2013 ;
- en juillet 2016 seront publiées les données statistiques du recensement de 2013, selon un plan de diffusion consultable sur le site <http://www.insee.fr>

Dans le document, les chiffres de la population de 2008 et 2013 font référence à la population municipale, comparable à la population « sans double compte » de l'ancienne version du recensement.

Pour les différents zonages présentés, la population du regroupement considéré correspond à la somme des populations municipales des communes qui le composent.

Solde naturel :

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Il est établi grâce aux statistiques de l'état civil. L'état civil enregistre toutes les naissances selon le sexe des enfants et le lieu de domicile des mères. De même, il enregistre les décès, selon le sexe et l'âge du défunt, et leur lieu de domicile.

Solde apparent des entrées et sorties :

Le solde apparent des entrées sorties est la différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est obtenu par différence entre la variation totale de la population et le solde naturel, au cours d'une même période.

Taux de variation :

Les taux de variation sont des indicateurs qui permettent d'obtenir des évolutions relatives de population. Les taux de variation annuels moyens sont définis par les formules suivantes :

Taux de variation annuel moyen (2008-2013) :

$$\left(\sqrt[5]{\frac{\text{population}_{2013}}{\text{population}_{2008}}} - 1 \right) \times 100$$

Taux de variation annuel moyen (2008-2013) dû au solde naturel :

$$\left(\sqrt[5]{\frac{\text{population}_{2008} + \text{SN}(08-12)}{\text{population}_{2008}}} - 1 \right) \times 100$$

Taux de variation annuel moyen (2008-2013) dû au solde apparent des entrées et sorties :

$$\left(\sqrt[5]{\frac{\text{population}_{2008} + \text{SM}(08-12)}{\text{population}_{2008}}} - 1 \right) \times 100$$

où « SN(08-12) » représente le cumul des soldes naturels des années 2008 à 2012 et « SM(08-12) » représente le cumul des soldes apparents des entrées et sorties pour cette même période.

Zonages

Arrondissement :

L'arrondissement est une circonscription administrative de l'État. C'est la zone géographique dont le chef-lieu est la sous-préfecture. Le sous-préfet est chargé de son administration; il relaie le préfet en assurant le contrôle administratif des communes de son arrondissement.

Le libellé de l'arrondissement est le plus souvent celui du chef-lieu. Toutes les communes chef-lieu appartiennent à un arrondissement qui porte leur nom. L'arrondissement est une subdivision du département et il respecte les limites des communes. Depuis le redécoupage cantonal lié aux élections départementales de mars 2015, l'arrondissement n'est plus un regroupement de cantons mais de communes.

Remarque : il ne faut pas confondre l'arrondissement, subdivision du département, avec l'arrondissement municipal, partition des trois plus grandes villes françaises (Paris, Lyon et Marseille).

Cantons et canton-ou-ville (appelé aussi pseudo-canton) :

Le périmètre des cantons présenté dans ce document est tel que défini par décret en février 2014. Il est entré en vigueur pour les élections départementales de mars 2015. Comme dans le découpage précédent, les cantons sont composés de communes et/ou de fractions de communes, mais ils s'affranchissent dorénavant des limites des arrondissements. Ainsi, certains cantons sont composés de communes appartenant à des arrondissements différents.

En Picardie, 45 cantons sont composés de commune(s) entière(s), 19 sont composés de commune(s) entière(s) et d'une fraction communale. Enfin, le dernier canton (Amiens-1) est une fraction de la commune d'Amiens.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, 57 cantons sont composés de commune(s) entière(s), 18 sont composés de commune(s) entière(s) et d'une fraction communale. Enfin, 5 cantons sont constitués d'une fraction communale et sont donc intégralement inclus dans la commune dont ils portent le nom. Il s'agit de : Dunkerque-1, Lille-5, Roubaix-1, Tourcoing-2, Calais-3.

À la différence du canton, le canton-ou-ville est un regroupement d'une ou plusieurs communes entières.

Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le canton-ou-ville considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale comprise dans le vrai canton.

Dans les tableaux de ce document, le canton-ou-ville est identifié par la mention « (partiel) » tandis que la commune principale

est identifiée par la mention « (ville) ». De plus, les cantons composés uniquement d'une fraction de la commune principale n'apparaissent pas, puisque leurs données sont incluses dans celles de la commune entière (ex. : « Amiens (ville) » pour le canton « Amiens-1 »).

Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) :

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines (CU), les communautés d'agglomération (CA), les communautés de communes (CC), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN), les métropoles (ME), les syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

Les EPCI des régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais sont des CA, des CC, deux CU et une ME. Ces EPCI sont à fiscalité propre, c'est-à-dire disposant de ressources fiscales propres et les contours présentés dans ce document sont ceux en vigueur en 2015. Dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, ces contours pourront être modifiés dans les années à venir.

Pays :

Un pays est un territoire de projet caractérisé par une cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale mais aussi un lieu d'action collective qui fédère des communes, des groupements de communes, des organismes socioprofessionnels, des entreprises, des associations, etc. autour d'un projet commun de développement. Il constitue un niveau privilégié de partenariat et de contractualisation qui facilite la coordination des initiatives des collectivités, de l'État et de l'Union européenne en faveur du développement local.

La loi urbanisme et habitat du 2 juillet 2003 encadre la procédure de constitution d'un pays. Les communes et groupements concernés, élaborent, en association avec un conseil de développement, le projet de développement durable du pays. Ils délibèrent pour approuver le projet et le périmètre du Pays. C'est l'accord des élus sur le projet commun qui fonde le pays. Son périmètre est donc le résultat du projet et non un préalable.

Ainsi, toutes les communes de Picardie ou du Nord-Pas-de-Calais n'appartiennent pas à un pays. Pour la Picardie, toutefois, les contours des pays présentés dans ce document ont été établis par le Conseil Régional de Picardie, de manière à établir un maillage du territoire continu et sans enclave.

Zone d'emploi :

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Ce zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoires pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM.

Le découpage actualisé se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

La liste des communes est celle donnée par le Code Officiel Géographique (COG).

Le code d'une zone d'emploi est constitué de 4 chiffres. Si toutes les communes de la zone d'emploi appartiennent à la même région, les deux premiers sont ceux du code de la région à laquelle ils appartiennent en 2015. Si la zone d'emploi est à cheval sur plusieurs régions, les deux premiers chiffres sont « 00 ».

Aire urbaine :

Le zonage en aires urbaines 2010 a pour objectif d'avoir une vision des aires d'influence des villes (au sens des agglomérations ou unités urbaines) sur le territoire. Il est basé sur les données du recensement de la population de 2008 et plus particulièrement sur celles relatives à l'emploi et aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail. La liste des communes est celle donnée par le Code officiel géographique (COG) au 01/01/2011.

Ce zonage identifie d'abord trois types de pôles : « les grands pôles urbains » (unités urbaines de 10 000 emplois et plus), les « moyens pôles » (unités urbaines de 5 000 à moins de 10 000 emplois) et les « petits pôles » (unités urbaines de 1 500 à moins de 5 000 emplois). Seules les aires basées sur les grands pôles urbains sont qualifiées d'urbaines.

Il définit ensuite les couronnes des pôles comme l'ensemble des communes ou unités urbaines dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille, hors de sa commune de résidence, dans le pôle ou les communes attirées par celui-ci.

Les aires sont composées d'un pôle et de sa couronne. En fonction de la taille des pôles, on distingue les « grandes aires urbaines » associées aux « grands pôles » urbains, les « moyennes aires » et les « petites aires » associées respectivement aux « moyens » et « petits pôles ».

Certaines communes ou unités urbaines sont attirées par plusieurs aires de sorte que :

- 40 % au moins des actifs résidents travaillent dans ces aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles
- elles forment avec ces aires un ensemble d'un seul tenant.

Ces communes sont classées dans les « communes multipolarisées des grandes aires urbaines » lorsque le seuil de 40 % est atteint avec plusieurs grandes aires urbaines, ou dans les « autres communes multipolarisées » sinon.

Les communes restantes sont les communes isolées hors influence des pôles.

Unité urbaine :

La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Si l'unité urbaine s'étend sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée. Lorsqu'une unité urbaine est constituée de plusieurs communes, on la désigne sous le terme d'agglomération multicommunale ou agglomération urbaine. Les communes qui la composent sont soit ville-centre, soit banlieue. Si une commune représente plus de 50 % de la population de l'agglomération multicommunale, elle est seule ville-centre. Sinon, toutes les communes qui ont une population supérieure à 50 % de celle de la commune la plus peuplée, ains

que cette dernière, sont villes-centres. Les communes urbaines qui ne sont pas villes-centres constituent la banlieue de l'agglomération multicommunale.

Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine : les communes de 2 000 habitants, sans zone de bâti continu, et celles dont moins de la moitié de la population municipale est dans une zone de bâti continu.

Remarque : Ces seuils, 200 mètres pour la continuité du bâti et 2 000 habitants pour la population des zones bâties, résultent de recommandations adoptées au niveau international.

En France, le calcul de l'espace entre deux constructions est réalisé par l'analyse des bases de données sur le bâti de l'institut Géographique National (IGN). Il tient compte des coupures du tissu urbain telles que les cours d'eau en l'absence de ponts, gravières, dénivelés importants.

Les unités urbaines sont redéfinies périodiquement. L'actuel zonage date de 2010. Il a été établi en référence à la population connue au recensement de 2007 et sur la géographie du territoire au 1^{er} janvier 2010.

Les unités urbaines peuvent s'étendre sur plusieurs départements, voire traverser les frontières nationales (unité urbaine internationale). Le découpage en unités urbaines concerne toutes les communes de France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Le découpage de 2010 porte également sur le territoire de Mayotte.

Bassins de vie :

Le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants.

On délimite ses contours en plusieurs étapes. On définit tout d'abord un pôle de services comme une commune ou unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires¹. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité¹ sont pris en compte.

Le zonage en bassins de vie apporte un complément à travers l'analyse de la répartition des équipements et de leur accès. Par rapport au zonage en aires urbaines qui mesure l'influence des villes sur la base des déplacements entre domicile et travail, le zonage en bassins de vie apporte un complément à travers l'analyse de la répartition des équipements et de leur accès.

Son principal intérêt est de décrire les espaces non fortement peuplés, c'est-à-dire les bassins de vie construits sur des unités urbaines de moins de 50 000 habitants.

La liste des communes est celle donnée par le Code officiel géographique (COG) au 01/01/2011.

¹Voir définitions sur insee.fr